

# Une réponse confessionnelle adaptée pour les Chins de l'État indien du Mizoram

Jenny Yang

**La communauté confessionnelle dans l'État du Mizoram en Inde joue un rôle important dans la fourniture des services sociaux, l'évolution du comportement et de la perception de la population générale vis-à-vis des réfugiés et l'élargissement de l'accès et de l'assistance, parvenant à atteindre les personnes les plus vulnérables là où il n'y a aucune présence internationale.**

Depuis le soulèvement pro-démocratie en Birmanie, les réfugiés ethniques Chin ont fui vers l'État indien du Mizoram, qui jouxte l'État de Chin, dans l'ouest de la Birmanie. En raison de leur emplacement reculé et des restrictions imposées par le gouvernement aux étrangers souhaitant se rendre dans l'État du Mizoram, les réfugiés chins ont été largement négligés par la communauté internationale. En l'absence de l'UNHCR (le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) et de toute autre assistance humanitaire internationale, les Chins souffrent d'un manque de protection et d'assistance humanitaire tandis que les ressources et les infrastructures du Mizoram doivent assumer le fardeau de leur prise en charge.

Lorsque les réfugiés sont arrivés à la fin des années 1980, les autorités indiennes leur ont fourni de quoi se loger et se nourrir. Ces services ont toutefois été interrompus au bout de quelques années et, depuis, les Chins rencontrent de nombreuses difficultés. Bien qu'ils aient fui les persécutions, l'Inde ne les reconnaît pas comme réfugiés ; les habitants de l'État du Mizoram (les « Mizos ») les considèrent avant tout comme des migrants économiques qui, selon eux, ont fui la pauvreté généralisée, et sont surtout soucieux du fardeau qu'ils représentent pour leur État.

En dépit de certaines évolutions positives que les autorités birmanes ont connues ces dernières

plus vulnérables et celles qui étaient installées depuis le plus longtemps au Mizoram. Elle a également mis en place 33 groupes d'entraide (composés à 80 % de Chins et à 20 % de résidents locaux), comprenant chacun entre 7 et 15 membres, qui apportent chaque mois une contribution financière déposée dans un compte en banque à leur nom. Enfin, elle a mis en place un programme axé sur le développement des jeunes et un autre sur les services de conseil à la communauté.

Le projet Lydia se compose de petits sous-projets générateurs de revenus pour ces groupes et travaille également à la sensibilisation, par exemple en faisant mieux connaître les possibilités de financement par l'État. Le projet inclut également des activités d'éducation et de réconciliation. Le département de secours et de développement de l'EBM assure la coordination générale avec les autres églises et les communautés chins dans les zones du Mizoram présentant une forte concentration de réfugiés. Les responsables du projet, quant à eux, soulignent à quel point il est critique de ne pas séparer les Chins de la population locale dans le cadre de l'assistance humanitaire.

Bien que les réfugiés ne bénéficient d'aucune reconnaissance juridique, le projet Lydia leur a apporté un certain degré d'autonomisation ainsi qu'un espace sûr au sein duquel il est possible d'entamer un dialogue communautaire en vue de résoudre les tensions entre les communautés d'accueil et de réfugiés. En refusant d'identifier séparément les réfugiés en tant que population dans le besoin, le projet est mieux accepté par la communauté locale et, comme les Chins et les Mizos suivent ensemble les mêmes formations, le projet a permis de forger des relations de travail qui contribueront à créer un environnement plus favorable pour les réfugiés. Le projet a également identifié et servi certaines des zones et des populations les moins bien desservies du Mizoram, en travaillant avec les réseaux d'églises issues de trois confessions dans des zones qui sont difficiles d'accès même pour les fonctionnaires des autorités locales.

Les OC fournissent des services communautaires exhaustifs en associant l'assistance à la promotion d'attitudes et de perceptions plus favorables vis-à-vis des migrants résidant dans leur communauté. La reconnaissance et la protection juridiques ne sont pas les seuls éléments fondamentaux de la protection des réfugiés : leur acceptation par la communauté locale est

tout aussi importante. Dans un État ou presque tous les agents chargés de l'application des lois, les élus et les fonctionnaires vont à l'église, on ne saurait surestimer la capacité de l'église à faire évoluer la perception publique des immigrants.

En plus de tenter de répondre aux besoins éducatifs et physiques des réfugiés en leur apportant une assistance via leurs hôpitaux et leurs écoles, les Églises ont également entrepris des activités éducatives pour aider la communauté du Mizoram à mieux comprendre la communauté chin et, selon une perspective religieuse, à comprendre comment elle devrait accueillir et s'occuper des Chins vivant avec elle. Par exemple, l'Église baptiste du Mizoram a organisé plusieurs événements éducatifs portant sur la perspective théologique de l'assistance à l'immigrant. Elle a distribué des brochures aux églises, organisé des événements éducatifs publics et, dans certaines églises, pris la parole depuis la chaire pour parler de la réponse chrétienne à l'immigration. Le synode de l'Église presbytérienne du Mizoram a engagé un pasteur pour s'adresser particulièrement aux Chins établi à Aizawl, la capitale de l'État. En plus de ses activités de mission, d'évangélisation et de service social, il coordonne un groupe de prière mensuel nommé « Prière pour la Birmanie » qui inclut l'ensemble des églises chins et des communautés de croyants d'Aizawl.

En parlant au nom des membres vulnérables de leur communauté, les Églises ont, par le passé, contribué à empêcher des activités anti-Chin et elles continuent aujourd'hui de fournir des enseignements essentiels pour que la communauté n'accepte pas seulement les réfugiés Chin, mais pour qu'elle les accueille chaleureusement en son sein. Alors que la Birmanie connaît actuellement une période de changement, de grandes possibilités apparaissent pour poursuivre une nouvelle approche d'échelle régionale qui apportera une protection et des solutions durables aux Chins par l'entremise des OC locales, qui sont des agents de confiance, en opération depuis plusieurs décennies dans la région. En plus de mettre en place des activités de secours et de développement absolument indispensables, ces organisations peuvent également utiliser leur influence pour modifier les attitudes et les perceptions des communautés d'accueil vis-à-vis des réfugiés installés parmi elles.

Jenny Yang [jjyang@wr.org](mailto:jjyang@wr.org) est présidente de la division Plaidoyer et politique de World Relief. [www.worldrelief.org](http://www.worldrelief.org)